

Article 65

Pour chacun des Etats qui ratifieront la présente Charte ou y adhéreront après son entrée en vigueur, ladite Charte prendra effet trois mois après la date du dépôt par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 66

Des protocoles ou accords particuliers pourront, en cas de besoin, compléter les dispositions de la présente Charte.

Article 67

Le secrétaire général de l'OUA informera les Etats membres de l'OUA du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 68

La présente Charte peut être amendée ou révisée si un Etat partie envoie à cet effet une demande écrite au secrétaire général de l'OUA. La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement n'est saisie du projet d'amendement que lorsque tous les Etats parties en auront été dûment avisés et que la Commission aura donné son avis, à la diligence de l'Etat demandeur. L'amendement doit être approuvé par la majorité absolue des Etats parties. Il entre en vigueur pour chaque Etat qui l'aura accepté conformément à ses règles constitutionnelles, trois mois après la notification de cette acceptation au secrétaire général de l'OUA.

Adoptée par la 18e Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement juin 1981 — Nairobi, Kenya

Décret n° 87-1872 du 16 décembre 1987

portant application de la loi n° 85-9 du 4 juillet 1985 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation.

Le Président de la République,

Vu la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 74-1 du 6 juillet 1974 fixant le régime foncier ;

Vu la loi n° 85-9 du 4 juillet 1985 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation,

Décète :

Article premier.— Le présent décret fixe les modalités d'application de la loi n° 85-9 du 4 juillet 1985 susvisée, notamment en ce qui concerne la procédure d'expropriation et celle d'indemnisation.

TITRE I

De la procédure d'expropriation.

CHAPITRE I

De l'expropriation engagée à la demande des services publics

Section I

Du déclenchement de la procédure

Article 65

For each of the States that will ratify or adhere to the present Charter after its coming into force, the Charter shall take effect three months after the date of the deposit by that State of its instrument of ratification or adherence.

Article 66

Special protocols or agreements may, if necessary, supplement the provisions of the present Charter.

Article 67

The Secretary General of the Organization of African Unity shall inform member states of the Organization of the deposit of each instrument of ratification or adherence.

Article 68

The present Charter may be amended if a State party makes a written request to that effect to the Secretary General of the Organization of African Unity. The Assembly of Heads of State and Government may only consider the draft amendment after all the States parties have been duly informed of it and the Commission has given its opinion on it at the request of the sponsoring State. The amendment shall be approved by a simple majority of the States parties. It shall come into force for each State which has accepted it in accordance with its constitutional procedure three months after the Secretary General has received notice of the acceptance.

Adopted by the eighteenth Assembly of Heads of State and Government June 1981 — Nairobi, Kenya

Decree No. 87-1872 of 16 December 1987

to implement Law No. 85-9 of 4 July 1985 to lay down the procedure governing expropriation for public purposes and conditions for compensation.

The President of the Republic,

Mindful of the Constitution;

Mindful of Ordinance No. 74-1 of 6 July 1974 to establish rules governing land tenure;

Mindful of Law No. 85-9 of 4 July 1985 to lay down the procedure governing expropriation for public purposes and the conditions for compensation,

Hereby decrees as follows:

1. This decree fixes the conditions of implementation of Law No. 85-9 of 4 July 1985 referred to above, especially as concerns the procedure governing expropriation and compensation.

PART I

Expropriation procedure.

CHAPTER I

Expropriation at the request of public services

Section I

Commencement of the procedure

Art. 2.— Tout département ministériel désireux d'entreprendre une opération d'utilité publique saisit le ministre chargé des domaines d'un dossier préliminaire en deux exemplaires comprenant :

— une demande assortie d'une note explicative indiquant l'objet de l'opération.

— une fiche dégageant les caractéristiques principales des équipements à réaliser et précisant notamment :

- a) la superficie approximative du terrain sollicité dûment justifiée,
- b) l'appréciation sommaire du coût du projet y compris les frais d'indemnisation,
- c) la date approximative de démarrage des travaux,
- d) la disponibilité des crédits d'indemnisation avec indication de l'imputation budgétaire ou de tous autres moyens d'indemnisation.

Art. 3. — (1) Dès réception du dossier, le ministre chargé des domaines apprécie le bien fondé des justifications du projet.

(2) Lorsqu'il juge le projet d'utilité publique, il prend un arrêté déclarant d'utilité publique les travaux projetés et définissant le niveau de compétence de la commission chargée de l'enquête d'expropriation dite commission de constat et d'évaluation.

Section 2

De la commission de constat et d'évaluation

Art. 4.— La commission de constat et d'évaluation est chargée au niveau national, provincial ou départemental sur décision du ministre de l'urbanisme et de l'habitat.

- de choisir et de faire borner les terrains concernés, aux frais du bénéficiaire ;
- de constater les droits et d'évaluer les biens mis en cause,
- d'identifier leurs titulaires et propriétaires,
- de faire poser les panneaux indiquant le périmètre de l'opération, aux frais du bénéficiaire.

Art. 5.— La commission de constat et d'évaluation comprend :

(1) Au niveau départemental :

- *Président* : le préfet ou son représentant
- *Secrétaire* : le responsable du service départemental des domaines.
- *Membres* : le responsable du service départemental du cadastre
- le responsable du service local de l'urbanisme et de l'habitat
- le responsable compétent des mines et de l'énergie
- le responsable du service départemental de l'agriculture
- le responsable du service départemental des routes
- le représentant du service ou de l'organisme demandeur
- le ou les député(s) concerné(s)

2. Any ministry intending to undertake an operation for public purposes shall forward to the Minister in charge of lands a preliminary file in two copies comprising:

— an application accompanied with an explanatory note indicating the purpose of the operation;

— an information sheet indicating the main characteristics of the structures to be erected and specifying inter alia:

- (a) the approximate surface area of the land solicited, duly justified
- (b) the estimated cost of the project including compensation;
- (c) the approximate date of starting the work;
- (d) the availability of credits for compensation, indicating the budgetary appropriations or all other means of compensation.

3. (1) As soon as he receives the file, the Minister in charge of lands shall assess the importance of the project.

(2) Where he feels that the project is for public purposes, he shall sign an order declaring the proposed work as being for public purposes and shall define the area of competence of the commission responsible for the expropriation inquiry known as the Verification and Valuation Commission.

Section 2

The Verification and Valuation Commission

4. The Verification and Valuation Commission shall, by decision of the Minister of Town Planning and Housing, be responsible at the National, provincial or divisional level for:

- selecting and demarcating the lands concerned at the expense of the beneficiary;
- establishing rights and making a valuation of the property on the land;
- identifying their occupants and owners; and
- putting up signboards indicating the area of the operation at the expense of the beneficiary.

5. The Verification and Valuation Commission shall comprise:

(1) At the divisional level:

- the Senior Divisional Officer or his representative, Chairman;
- the official in charge of the Divisional Lands Service, Secretary;
- the official in charge of the Divisional Surveys Service, Member;
- the official in charge of the local Town Planning and Housing Service, Member;
- the competent official in charge of Mines and Power, Member;
- the official in charge of the Divisional Agriculture Service, Member;
- the official in charge of the Divisional Highways Service, Member;
- the representative of the applicant service or body, Member;
- the Member(s) of Parliament concerned, Member(s);

- le ou les magistrat (s) municipal (aux) concerné (s)
- la ou les autorité (s) traditionnelle (s) concernée (s)

(2) *Au niveau provincial :*

- *Président* : Le gouverneur ou son représentant
- *Secrétaire* : le responsable du service provincial des domaines
- *Membres* : le ou les préfet (s) concerné (s) ou leurs représentants
- le responsable du service provincial du cadastre
- le responsable du service provincial de l'agriculture.
- le responsable du service provincial de l'urbanisme et de l'habitat
- le responsable du service provincial chargé des mines.
- le responsable du service provincial des routes
- le représentant du service ou de l'organisme demandeur
- le ou les député (s) concerné (s)
- le ou les magistrat (s) municipal (aux) concerné (s)
- la ou les autorité (s) traditionnelle (s) concernée (s)

(3) *Au niveau national :*

- *Président* : Le ministre chargé des domaines ou son représentant
- *Secrétaire* : le directeur des domaines ou son représentant
- *Membres* : le ou les préfet (s) concerné (s)
- le directeur du cadastre ou son représentant
- un représentant du ministre de l'agriculture
- un représentant du ministre des mines
- le directeur de l'habitat ou son représentant
- le représentant du service ou de l'organisme demandeur
- le ou les député (s) concerné (s)
- la ou les autorités (s) traditionnelle (s) concernée (s)

Art. 6. — Ces commissions sont nommées :

- au niveau départemental, par arrêté préfectoral,
- au niveau provincial, par arrêté du gouverneur,
- au niveau national, par arrêté du ministre chargé des domaines.

Art. 7. — (1) La commission se réunit en tant que besoin sur convocation de son président. (2) — la convocation et l'ordre du jour doivent être adressés à chaque membre au moins 15 jours avant la date de la réunion. (3) — le quorum est de 2/3 des membres. (4) — les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. (5) — En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

- the Municipal Administrator(s) concerned, Member;
- the traditional authority or authorities concerned, Member(s).

(2) *At the provincial level*

- the Governor or his representative, Chairman;
- the official in charge of the Provincial Lands Service, Secretary;
- the Senior Divisional Officer(s) concerned or his/their representative(s), Member(s);
- the official in charge of the Provincial Surveys Service, Member;
- the official in charge of the Provincial Agriculture Service, Member;
- the official in charge of the Provincial Town Planning and Housing Service, Member;
- the official in charge of the Provincial Mines Service, Member;
- the official in charge of the Provincial Highways Service, Member;
- the representative of the applicant service or body, Member;
- the Member(s) of Parliament concerned, Member(s);
- the Municipal Administrator(s) concerned, Member(s);
- the traditional authority or authorities concerned, Member(s).

(3) *At the national level:*

- the Minister in charge of Lands or his representative, Chairman;
- the Director of Lands or his representative, Secretary;
- the Senior Divisional Officer(s) concerned, Member(s);
- the Director of Surveys or his representative, Member;
- a representative of the Minister of Agriculture, Member;
- a representative of the Minister of Mines, Member;
- the Director of Housing or his representative, Member;
- the representative of the applicant service or body, Member;
- the Member(s) of Parliament concerned, Member(s);
- the traditional authority or authorities concerned, Member(s).

6. These commissions shall be appointed:

- at the divisional level by an order of the Senior Divisional Officer;
- at the provincial level by order of the Governor; and
- at the national level by order of the Minister in charge of lands.

7. (1) The chairman shall convene the commission as and when necessary.

(2) The convening notice and agenda shall be sent to each member at least 15 (fifteen) days before the date of the meeting.

(3) The quorum shall be 2/3 (two-thirds) of the members.

(4) Decisions shall be by simple majority of the members present.

(5) In case of a tie, the Chairman shall have the casting vote.

Art. 8.— Les fonctions de membre de la commission de constat et d'évaluation sont gratuites. Toutefois, il peut en cas de disponibilités budgétaires être alloué aux intéressés une indemnité de session fixée par arrêté du ministre chargé des domaines.

Les frais de fonctionnement de cette commission sont inscrits dans le budget du ministère chargé des domaines.

La fourniture et la pose des bornes et des panneaux sont à la charge du service ou de l'organisme demandeur.

Section 3

De l'enquête

Art. 9.— Dès réception de l'arrêté déclarant les travaux d'utilité publique, le président de la commission de constat et d'évaluation le notifie aux préfets (s) et magistrat (s) municipal (aux) de la localité concernée.

Une fois saisi, le préfet, en assure la publicité par voie d'affichage à la préfecture, au service départemental des domaines, à la mairie, à la sous-préfecture, au chef-lieu du district et à la chefferie du lieu de situation du terrain, ainsi que par tous autres moyens jugés nécessaires en raison de l'importance de l'opération.

Art. 10.— En vue de leur participation à toutes les phases de l'enquête, les populations concernées sont informées au moins 30 (trente) jours à l'avance du jour et de l'heure de l'enquête par convocations adressées aux chefs et notables et par les moyens indiqués à l'article précédent.

Art. 11.— L'enquête est menée dans toutes ses phases en présence des propriétaires du fonds et des biens qu'il supporte, ainsi que des notabilités du lieu et des populations, par l'ensemble de la commission, sous réserve des règles de quorum fixées à l'article 7 ci-dessus.

Toutefois la commission peut après avoir au préalable arrêté elle-même la liste exhaustive des propriétaires des biens à détruire, constituer une sous-commission technique de 3 (trois) membres au moins à l'effet d'expertiser une catégorie de ces biens.

Le travail de la sous-commission est exécuté sous la responsabilité et le contrôle de la commission entière qui en contresigne les documents.

Art. 12.— A la fin de l'enquête, la commission de constat et d'évaluation produit :

— un procès-verbal d'enquête relatant tous les incidents éventuels ou observations des personnes évincées signé de tous ses membres présents.

— un procès-verbal de bornage et le plan parcellaire du terrain retenu, établis par le géomètre membre de la commission.

— un état d'expertise des cultures signé de tous les membres de la commission.

— un état d'expertise des constructions et de toute autre mise en valeur signé de tous les membres de la commission.

Pour la préparation du décret d'expropriation, le président de la commission de constat et d'évaluation transmet au ministre chargé des domaines dès la fin des travaux d'enquête un dossier comprenant :

- l'arrêté désignant nommément les membres de la commission,
- les différentes pièces ci-dessus énumérées.

8. (1) The duties of the members of the Verification and Valuation Commission shall be honorary. However, where funds are available, a sitting allowance may be granted to the said members, the amount of which shall be fixed by order of the Minister in charge of lands.

(2) The budget of the Ministry in charge of lands shall earmark funds for the functioning of the said commission.

(3) The supply and laying of boundary marks and signs shall be borne by the applicant service or body.

Section 3

Inquiry.

9. (1) As soon as he receives the order declaring the work to be for public purposes, the Chairman of the Verification and Valuation Commission shall forward it to the Senior Divisional Officer(s) and the Municipal Administrator(s) of the area in question.

(2) As soon as the Senior Divisional Officer receives it, he shall ensure its publication by means of notices posted at the Divisional Office, at the Divisional Lands Service, at the Council Office, at the Subdivisional Office, at the Chief-town of the District and at the Chief's compound of the area where the land is situated, as well as by all other means considered necessary according to the importance of the operation.

10. In order to permit them participate in all the phases of the inquiry, the people concerned shall be informed at least 30 (thirty) days in advance of the day and time of the inquiry through convening notices sent to the Chiefs and dignitaries by the means indicated in the foregoing article.

11. (1) The inquiry shall be conducted in all its phases in the presence of the owners of the land and the property it contains as well as the dignitaries of the place and the population, by the entire Commission, subject to the rules governing the quorum laid down in Article 7 above.

(2) However, the Commission may, after having compiled the complete list of the owners of the property to be destroyed, set up a technical sub-committee of not less than 3 (three) members to evaluate a category of the said property.

(3) The work of the sub-committee shall be carried out under the supervision and control of the entire commission which shall countersign its documents.

12. (1) At the end of the inquiry, the Verification and Valuation Commission shall produce the following:

— an inquiry report signed by all the members present, stating all possible incidents or observations made by the persons whose property has been expropriated;

— a demarcation report and the parcelling plan of the land chosen, drawn up by the surveyor who is a member of the commission;

— an evaluation of the crops, signed by all the commission members;

— an evaluation of the buildings and any other land developments, signed by all the commission members.

(2) For the preparation of the expropriation decree, the Chairman of the Verification and Valuation Commission shall forward to the Minister in charge of lands as soon as the inquiry is completed, a file comprising:

- the order appointing the members of the Commission;
- the various documents listed above.

Art. 13.— L'arrêté de déclaration d'utilité publique devient caduc, si, dans un délai de 2 (deux) ans à compter de la date de sa notification au service ou organisme bénéficiaire, il n'est pas suivi d'expropriation effective.

Toutefois, sa validité peut être prorogée une seule fois par arrêté du ministre chargé des domaines pour une durée n'excédant pas un (1) an.

Les arrêtés de déclaration d'utilité publique en vigueur à la date de publication du présent décret resteront en vigueur pendant une période de deux ans non susceptible de prorogation.

Art. 14.— Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 85-9 du 4 juillet 1985, l'arrêté de déclaration d'utilité publique est suspensif de toute transaction, de toute mise en valeur, et de toute délivrance de permis de construire.

Toutefois, il ne fait pas obstacle à la poursuite des procédures d'immatriculation du domaine national de première catégorie au profit de leurs occupants ou de leurs exploitants.

CHAPITRE II

De l'expropriation engagée à la demande d'autres personnes morales de droit public

Art. 15.— Avant le recours à l'expropriation pour cause d'utilité publique en faveur des collectivités publiques locales, des établissements publics, des concessionnaires de services publics ou de sociétés d'Etat en vue de la réalisation des travaux d'intérêt général, ces derniers doivent procéder aux négociations préalables avec les propriétaires ou ayant droits concernés.

En cas de désaccord, les résultats desdites négociations sont soumis à l'arbitrage du ministre chargé des domaines.

En cas d'arbitrage infructueux, il est procédé à l'expropriation aux frais du bénéficiaire dans les conditions prévues ci-dessus.

Art. 16.— Les personnes morales de droit public visées à l'article précédent doivent, en cas d'aboutissement des négociations, se conformer aux règles d'acquisition de droit commun.

TITRE II

De la procédure d'indemnisation.

Art. 17.— Outre le montant des indemnités d'expropriation fixé conformément aux dispositions de l'article 3 (2) de la loi n° 85-9 susvisée, le décret d'expropriation désigne l'autorité chargée de prendre la décision de mandatement des crédits correspondants.

Art. 18.— Les indemnités d'expropriation sont supportées par la personne morale de droit public, bénéficiaire de l'opération.

En ce qui concerne l'Etat, elles sont supportées par le budget du département ministériel ayant sollicité l'expropriation.

Art. 19.— En cas d'omission, les personnes intéressées saisissent le préfet, le gouverneur ou le ministre chargé des domaines, selon les règles de compétence fixées à l'article 6 ci-dessus, lequel soumet la réclamation à l'examen de la commission de constat et d'évaluation.

13. (1) The expropriation order for public purposes shall be null and void if, within a time-limit of 2 (two) years from the date of notification to the beneficiary service or body, there is no effective expropriation.

(2) However, its validity may be extended only once by order of the Minister in charge of land for a period not exceeding 1 (one) year.

(3) Expropriation orders for public purposes in force on the date of publication of this decree shall remain valid for a non-renewable period of 2 years.

14. (1) In accordance with the provisions of Section 5 of Law No. 85-9 of 4 July 1985, the expropriation order for public purposes shall suspend all transactions, development and the issue of building permits.

(2) However, it shall not bar the continuation of registration procedures of the first category of national land for the benefit of their occupants or exploiters.

CHAPTER II

Expropriation at the request of other corporate bodies governed by public law.

15. (1) Before expropriation for public purposes on behalf of local councils, public establishments, representatives of public services or State corporations in order to carry out projects of general interest, the abovementioned bodies must first of all negotiate with the owners or rightful claimants concerned.

(2) In case of disagreement, the conclusions of the said negotiations shall be submitted to the Minister in charge of lands for arbitration.

(3) Where the arbitration fails, the expropriation shall be carried out at the expense of the beneficiary under the conditions provided for above.

16. Corporate bodies governed by public law referred to in the foregoing article shall, in case of successful negotiations, comply with the rules of acquisition governed by ordinary law.

PART II

Compensation procedure.

17. In addition to the amount of compensation for expropriation fixed in accordance with the provisions of Section 3(2) of Law No. 85-9 referred to above, the expropriation decree shall designate the authority responsible for deciding on the payment of the corresponding credits.

18. (1) Compensation for expropriation shall be borne by the corporate body benefiting therefrom.

(2) As concerns the State, the said compensation shall be borne by the ministry that requested the expropriation.

19. In case of omission from the compensation list, the persons concerned shall refer the matter to the Senior Divisional Officer, the Governor or the Minister in charge of lands, according to the area of competence laid down in Article 6 above, who in turn shall submit the claim to the Verification and Valuation Commission for consideration.

Art. 20.— Le présent décret sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 16 décembre 1987.

Le Président de la République
Paul Biya

Décret n° 87-1874 du 17 décembre 1987

*portant création de la Mission développement rural
intégrée de la province du Sud-Ouest.*

Le Président de la République,

Vu la constitution;

Vu le décret n° 86-1399 du 21 novembre 1986 portant réorganisation du gouvernement,

Décète :

Chapitre 1

Dispositions générales.

Article premier.— (1) Il est créé, sous la dénomination de South West Development Authority en abrégé «SOWEDA», un établissement public doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

(2) La SOWEDA est placée sous la tutelle du ministère de l'agriculture et classée à la cinquième catégorie des établissements publics.

Art. 2.— Le siège de la SOWEDA est fixé à Buea.

Art. 3.— (1) L'objet principal de la SOWEDA est d'agir en tant que maître d'oeuvre, pour le compte du gouvernement dans le cadre de la réalisation du projet de développement rural intégré du Sud-Ouest. Elle est notamment chargée en collaboration avec les services provinciaux, les organismes d'intervention et d'encadrement compétents :

— de la sensibilisation et de la formation des agriculteurs en vue de l'amélioration des techniques culturales et de la dynamisation des groupements socio-professionnels et des coopératives ;

— du soutien et de l'appui au mouvement coopératif, notamment par la formation et le recyclage des coopérateurs et cadres des coopératives ;

— de l'intensification de la lutte phytosanitaire ;

— de l'amélioration de la production animale ;

— de la transformation de l'environnement socio-économique notamment par la création, la réhabilitation et l'entretien des pistes de collecte des produits ou la réalisation d'autres travaux d'aménagement rural ;

— de la réalisation des programmes de formation et de recyclage en faveur du personnel d'encadrement des agriculteurs ;

— de l'amélioration des conditions de vie en milieu rural par les actions appropriées

— de la réalisation de toutes études, enquêtes ou tous travaux ayant trait au développement rural du Sud-Ouest ;

20. This decree shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 16 December 1987.

Paul Biya
President of the Republic

Decree No. 87-1874 of 17 December 1987

to set up the South-West Development Authority.

The President of the Republic,

Mindful of the Constitution;

Mindful of Decree No. 86-1399 of 21 November 1986 to reorganize the Government,

Hereby decrees as follows:

Chapter I

General Provisions.

1. (1) A public establishment endowed with a legal personality and financial autonomy is hereby set up under the name South-West Development Authority (SOWEDA).

(2) SOWEDA shall be placed under the supervisory authority of the Ministry of Agriculture and classified under category 5 of public establishments.

2. The head office of SOWEDA shall be in Buea.

3. (1) The main purpose of SOWEDA shall be to act as the project overseer on behalf of the Government with respect to the execution of the South-West integrated rural development project. In collaboration with the competent provincial services and operational and supervisory bodies, it shall inter alia be responsible for:

— educating and training farmers with a view to improving farming methods and vitalizing socio-professional groups and co-operatives;

— lending support to the co-operative movement, in particular through training and refresher courses for members and senior staff of co-operatives;

— intensifying plant protection campaigns;

— improving livestock production;

— transforming the socio-economic environment, especially by constructing, rehabilitating and maintaining farm-to-market roads or by executing other rural development projects;

— carrying out training and refresher course programmes for personnel providing guidance to farmers;

— improving living conditions in rural areas through appropriate activities;

— conducting any study, research or operations connected with rural development in the South-West.